



GENRE
ET SEXUALITÉ

Formation : les premiers émois

Le silence pèse sur les problématiques de genre et de sexualité dans la plupart des institutions du travail social. Ces questions interpellent souvent les professionnels, la plupart du temps livrés à eux-mêmes pour y répondre. Mais le tabou reste entier. Quelques structures travaillent sur ces problématiques comme sujets de réflexion et de formation.

« **Q**UAND, adolescent, j'ai voulu parler avec des adultes de ma sexualité, en l'occurrence de mon homosexualité, j'ai eu l'impression d'être seul au monde. Les cours d'éducation sexuelle que nous avons, c'était de la biologie. On nous parlait de procréation, de contraception et de maladie sexuellement transmissible. À seize ans, ce n'est pas vraiment la demande. » Depuis deux ans, Lucien Fradin forme des étudiants en éducation spécialisée aux questions de genre et de sexualité. Performer post porn (relecture critique de la porno-

graphie), metteur en scène et militant féministe, il fait partie de l'équipe atypique réunie par Patrice Desmons et Didier Andreau, deux formateurs de l'Association pour la formation, l'expérimentation et la recherche en travail éducatif et social (Aferes). Prostitués, transsexuels, militants pour le droit à la sexualité des handicapés, activistes queer, patron de club libertin... pour que le cul sorte du carcan de l'intimité sans pour autant la violer, le centre de formation d'Arras étaye la théorie par la rencontre avec des personnes aux vécus variés.

Depuis cinq ans, cet institut issu du mouvement d'éducation populaire inclut dans la formation initiale des éducateurs spécialisés un module de 35 heures « Genre, sexualité et travail social ». Après une base obligatoire en deuxième année, la matière peut être approfondie en troisième année. « *La mise en place de ce séminaire découle de nos observations: à la fois un grand silence sur les questions de genre et de sexualité, et une permanence des insultes, des stigmatisations et des obsessions normatives, aussi bien du côté des « usagers » que du côté des professionnels*, explique Patrice Desmons, philosophe et psychanalyste. *Lorsqu'elles ne sont pas travaillées, ces questions rejaillissent sous forme de violences quotidiennes, symboliques ou physiques.* »

La sexualité à l'infirmierie, le genre chez le psy

Généralement bien charpentée entre théorie et pratique, la formation des travailleurs sociaux n'aborde pas, ou peu, ces questions. Pourtant, elles fusent de partout: quand les jeunes s'envoient des insultes comme « pédés », « enculés » ou « putes »; quand un ado découvre son homosexualité, quand une personne

en situation de handicap revendique son droit à la sexualité, quand le droit à l'intimité n'est pas respecté dans les institutions... Sur ces questions, le travailleur social est censé s'appuyer sur son expérience personnelle et ses connaissances empiriques. « *Cette formation m'a permis de prendre conscience de ma conception hétéronormée de la sexualité*, constate Guillaume Lefévre, 32 ans, éducateur spécialisé depuis 2015 dans une Maison d'enfants à caractère social réservée aux garçons. *Elle m'a aussi décomplexé vis-à-vis de l'institution, je m'autorise à parler sexe avec les jeunes. Ils m'ont identifié comme l'interlocuteur ouvert à ces sujets, et mes collègues me trouvent particulièrement à l'aise. Dans le travail social, il y a une parole politiquement correcte, donc on ne se montre pas ouvertement homophobe ou sexiste, mais ça n'empêche pas les représentations. Beaucoup pensent que les transsexuels sont des fous. De toute façon, en règle générale, la sexualité reste dans le non-dit. Mes collègues ne trouvent pas les mots, ils en ont peut-être envie, mais ils ne savent pas. Dire que l'homophobie c'est du passé, c'est un peu comme dire que l'égalité hommes-femmes c'est acquis, une bonne manière d'éviter le sujet.* »



PJJ et sexualité, une rencontre impossible ?

En juin 2015, l'étude *Santé et sexualité des jeunes pris en charge par la protection judiciaire de la jeunesse* (1) révèle deux visions de la vie affective et sexuelle : « *Les professionnels se réfèrent à une vision conjugalisée, hétéronormative et égalitaire du couple. Majoritaires dans le public PJJ, les jeunes garçons se réfèrent à une réalité qui est la leur, hétéronormative, composée de relations affectives et sexuelles variées où la domination masculine prédomine.* » Les quelques filles rencontrées dans le cadre de cette enquête semblent partager dans l'ensemble la vision des garçons. « *Ces deux lectures du monde amoureux des adolescents entrent ainsi en conflit ou en tension, et contribuent à entretenir l'idée qu'il n'est pas – ou rarement – possible d'en parler dans le cadre de la prise en charge à la PJJ.* » Sortie de l'Afertes, une éducatrice PJJ confirme. « *Il est impossible d'aborder le sujet avec mes collègues, alors que la vie amoureuse est centrale pour les garçons que nous suivons, même s'ils la jouent surenchère de masculinité et que leur culture c'est « Les mecs c'est pas des pédés et les filles c'est des putes ».* »

Exprimer le ressenti pour éviter la violence

Conseillère familiale et conjugale au Planning 13, Valérie Gélin est intervenue à la demande des éducatrices, souvent victimes d'insultes sexistes, dans l'établissement pénitentiaire pour mineurs et au centre éducatif fermé de Marseille. Elle y anime des groupes de paroles. « *L'objectif premier, c'est qu'il y ait de l'écoute entre eux, qu'ils ne se jugent pas et arrivent à échanger même quand ils ne sont pas d'accord. Les éducateurs ont remarqué que les jeunes qui assistent à ces groupes de paroles se montrent moins violents entre eux. La rencontre autour d'une discussion intime crée quelque chose entre eux.* » Ce constat conduit la PJJ à proposer un programme de formation pour les éducateurs. L'idée première est d'accompagner l'expression du ressenti pour éviter les passages à l'acte violent. Emergent alors les difficultés des professionnels à parler de sexualité. En 2017, ils vont donc être formés précisément sur ce thème : comment relancer une conversation intime, travailler les représentations... « *Je sens qu'il va falloir aller doucement, avance Valérie Gélin, parce que les éducateurs ont souvent les mêmes représentations que les jeunes. Ils perpétuent une valorisation de la virilité, et ça les met en difficulté.* »

My.L.

(1) Par Yaëlle Amsellem-Mainguy et Marie Dumollard pour l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Dans de nombreux établissements, les exemples de pratiques peu réfléchies sont légion. Les ateliers « estime de soi » pour les filles passent encore très souvent par le maquillage, la coiffure, la manucure. Ailleurs, un chef de service d'accueil pour jeunes autistes enjoint son équipe à « faire très attention », alors que justement elle ne sait pas trop comment gérer ce garçon qui se retrouve régulièrement dans la chambre d'une fille, les deux ayant visiblement les hormones en ébullition. Un moniteur éducateur en formation revient de stage avec un questionnaire sur la possibilité d'acheter un sex toy à une adulte déficiente intellectuelle qui utilise des légumes pour se masturber, sans avoir pu évoquer le sujet au sein de l'institution.

À force de renvoyer la sexualité à l'intime et de balayer les questions de genre, les professionnels commettent des boulettes ou tout simplement, démunis, ils bottent en touche. Dans les institutions, un demi-siècle après la révolution sexuelle, la sexualité se discute à l'infirmerie et le genre chez le psychologue. Pour Céline Foulon, éducatrice spécialisée en action éducative en milieu ouvert (AEMO), c'est aussi au travailleur social d'aller creuser ces sujets, de parler, d'être à l'écoute de manière juste et adaptée. Formée à l'Afertes, elle a suivi le séminaire « genre et sexualité » en 2012. « *J'ai rencontré des prostitués, des parents homos, des transsexuels, des personnes handicapées libertines, et j'ai pu échanger avec eux, ça m'a aidé à déconstruire mes stéréotypes. Maintenant, je suis attentive à ces questions et j'ai acquis une liberté d'expression, donc je peux être à l'initiative d'échanges sur cette thématique. J'ai pu aider un père à dire son homosexualité à ses enfants. Je suis à l'aise pour aborder le sujet avec des jeunes à la sexualité débridée, et essayer de comprendre. J'ai un regard moins normatif, donc je ne juge pas un père parce qu'il aime s'habiller en femme, alors que pour certains de mes collègues choqués, cela sera présenté devant le tribunal comme une inquiétude sur ses capacités de parent. Au sein des équipes, on reste au début de la réflexion dans ce domaine. On en parle, mais de manière informelle, c'est difficile à aborder en réunion parce que questionner la sexualité, c'est un peu se dévoiler.* »

Agent de normalisation

Pourquoi est-il possible d'aborder des thèmes comme la famille, la maladie, la violence... sans avoir l'impression de révéler sa propre expérience, mais parler de sexe amènerait forcément à parler de soi ? Pour le groupe Genre et travail social (GTS), ce mode de pensée se nourrit de la méconnaissance.

Ce réseau national de professionnels de la formation et du travail social milite donc pour inclure le « genre et la sexualité » dans la formation socle des travailleurs



sociaux. Le GTS est à l'origine d'une pétition destinée aux ministères de la Santé, des Affaires sociales et de l'Éducation nationale. « *Les travaux de recherche et les initiatives de terrain relèvent encore très souvent du volontarisme de celles et ceux qui les portent, alors même que l'on constate que ces questions ne sont plus des questions de « spécialistes », de « militant-e-s » voire des questions « personnelles ». Elles sont maintenant constitutives des pratiques cliniques et professionnelles. Elles permettent l'analyse du social dans sa complexité et requièrent l'intégration des problématiques de genre dans les politiques publiques. Du côté de la formation éducative et sociale, tant initiale que continue, la prise en compte de ces questions est réelle mais reste locale et dépendante des volontés individuelles* », souligne le texte soutenu par 290 signataires. Remise en début d'année à Marisol Touraine, la pétition n'a suscité aucune réaction.

Puis en octobre, un appel à projet du ministère des Affaires sociales et de la Santé à destination des universités et des établissements de formation en travail social, visant à soutenir des projets de recherche en cohérence avec le plan d'action en faveur du travail social, laisse entendre que la problématique est entendue. Il stipule qu'« *une attention particulière sera portée aux projets intégrant la question du genre*

et des stéréotypes sexués dans le domaine du travail social ». Même discret, ce signal est encourageant pour les pionniers qui, comme Patrice Desmons et Didier Andreau, essuient les plâtres depuis dix ans. À ses débuts, la formation « Genre, sexualité et travail social » a fait polémique, quand une étudiante s'est plainte auprès de la direction d'avoir dû regarder des « *images pornographiques* ». La crise suscitée révéla que le consensus de façade s'effritait à la première résistance. Mais la mobilisation des étudiants ayant suivi la formation a finalement permis son maintien. Pour eux, il n'y a plus aucun doute. La capacité à interroger ces thèmes doit faire partie de l'identité professionnelle du travailleur social. Quel que soit le public qu'il accompagne, il est un des acteurs de la « *fabrique* » des genres, de leur reproduction ou de leur transformation. Pour cela, construire des approches non normatives de la vie affective et sexuelle, évite de devenir un simple « *agent de normalisation* ».

Myriam Léon

Lien Youtube : *De l'éducation (spécialisée) à la sexualité (spécialisée ?) – et retour*, une conférence organisée par l'Afertes sur Youtube en trois parties :

<https://www.youtube.com/watch?v=e4S9rCTrbEs>

REPORTAGE

« La bienveillance excuse la maladresse »

À Marseille, le Planning familial forme de plus en plus de travailleurs sociaux. Même s'ils sont des professionnels de l'écoute, ils découvrent une autre manière de prêter l'oreille à l'intimité.

« **B**onjour, j'appelle au sujet de la formation sur la sexualité.
- Vous voulez dire vie affective, relationnelle et sexuelle ? »

Dès la première prise de contact, le sujet paraît sensible. Depuis deux ans, l'institut médico-éducatif Valbrise à Marseille invite ses équipes à suivre la formation « Handicap et alors ? » dispensée par le Planning familial. Cette année, il a fallu motiver les troupes alors qu'aucun professionnel n'était inscrit. « Cela n'arrive que pour cette formation, remarque Marie-Paule Simonai, conseillère en éducation sociale et familiale, directrice de l'établissement. Il se trouve

que j'ai suivi la formation de conseillère conjugale et familiale, ça a été un déclic dans la prise en considération de l'autre en tant que sujet. Ça m'a servi à tous les niveaux dans mon métier. Nous accompagnons des jeunes âgés de 12 à 20 ans, qui comme tous les ados sont traversés par des questions sur la sexualité, sauf que la déficience intellectuelle les rend plus vulnérables. Vis-à-vis des parents, le plus simple serait d'adopter une posture d'interdit. L'équipe éducative n'étant pas à l'aise avec la question, ça repose généralement sur deux personnes, le psychologue pour les problèmes sexuels, l'infirmière pour l'information et l'expression. Mais je veux inscrire la construction de la vie affective et sexuelle dans une dynamique d'équipe et dans le projet d'établissement. »

CADRE LÉGAL

➤ La sexualité est posée comme inhérente au développement humain. (loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées)

➤ La loi reconnaît le droit à un mineur d'avoir des relations sexuelles à partir de 15 ans. Le terme de « majorité sexuelle » n'est pas présent dans les textes législatifs français, détaille le CRIPS. Le Code pénal condamne les relations sexuelles, même consenties, entre un mineur de 15 à 18 ans et un majeur ayant autorité sur lui (éducateurs, tuteurs).

➤ Un professionnel peut accompagner un mineur au Planning familial, donner un vibromasseur, un godemichet, un film ou des revues X aux résidents majeurs, et installer un couple l'un contre l'autre pour qu'ils puissent avoir un rapport sexuel après son départ. (loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées)

➤ Le fait de servir d'intermédiaire entre deux personnes dont l'une se livre à la prostitution et l'autre veut bénéficier de ses services est considéré comme du proxénétisme par le Code pénal.

Conseils sur prescription

Pas si simple... Pour cette deuxième session, Milena Raffailac et Chloé Lemoult, deux professionnelles du Planning familial, ont passé une journée pour convaincre. Une matinée d'information auprès des parents, puis une après-midi avec débat autour d'un théâtre forum pour désacraliser la thématique et susciter des envies. « *Savoir s'exprimer sur ces questions, ouvrir la parole, ça participe de la réduction des risques, poursuit la directrice. Si une fille âgée de 15 ans et trois mois, nous demande la pilule sans informer ses parents, c'est son droit. Le travail consiste alors à échanger, comprendre où en est sa sexualité, parfois ils disent avoir fait l'amour, mais ils se sont juste embrassés. Nous avons également un rôle de tiers, et nous devons, si possible, amener l'adolescente à parler avec sa famille pour que ça se passe au mieux pour elle, ses parents et l'institution.* »

Le Planning familial marseillais compte trente conseillères conjugales et familiales. D'abord appelées



Mathéa Lefevre et Thierry Gandour en plein jeu de rôle : un garçon fait une déclaration d'amour à son éducateur. — © MYRIAM LÉON

pour intervenir auprès des publics, elles forment de plus en plus souvent les travailleurs sociaux. « *Les équipes préfèrent externaliser les interrogations sur la sexualité, constate Milena Raffaillac. Mais les questions de vie affective surgissent aux moments les plus improbables, et quand on commence à répondre à la demande, on fait émerger de nouvelles demandes.* » La porte d'entrée du Planning dans les institutions a d'abord été la prévention du sida. Des années après, la sexualité reste un sujet peu discuté. Du coup, dans le cadre de la déficience intellectuelle, la contraception peut encore être prescrite sans explication, et la stérilisation sans consentement n'est interdite que depuis 2002. « *Ne pas parler de la sexualité, c'est mettre les personnes à la merci de prédateurs, précise la conseillère conjugale et familiale spécialisée dans le handicap. Nous sommes souvent sollicités pour intervenir en pompier, régler la crise. Dans un IME, une infirmière m'a demandé une contraception pour une gamine de 15 ans parce qu'elle venait de subir un viol. J'ai pris le temps d'entendre ce qu'elle avait vécu, d'expliquer qu'une relation sexuelle c'est autre chose, qu'elle n'était pas coupable, puis je l'ai informée sur la contraception.* »

Pour qu'une équipe s'empare de ce travail, une dynamique de groupe est nécessaire. Pour les trois jours de formation dédiés à l'IME Valbrise, deux infirmières,

deux secrétaires, une institutrice, une assistante sociale chef de service, une assistante sociale, quatre éducateurs et une stagiaire éducatrice se sont portés volontaires. Après la première journée, Thomas Mounition, éducateur dans le service d'aide à l'intégration scolaire (Sessad), tire un premier constat : « *Je découvre que ce qui me semble naturel ne l'est pas pour tous. Chacun a son approche personnelle, liée à son expérience. Je trouve bien que nous travaillions sur des réponses communes.* » Étudiante en deuxième année à l'IRTS, Mathéa Lefevre apprécie de son côté la mise à plat des lois liées à la sexualité (voir encadré p.28), et déplore l'absence de ce sujet dans sa formation.

Tout l'enjeu est de comprendre l'attente sans projeter ses valeurs

Le deuxième jour est consacré à l'écoute active. Tout l'enjeu est de comprendre l'attente sans projeter ses valeurs. Des questions apparemment insignifiantes permettent à tous de bien réaliser la singularité des ressentis. À partir de combien de temps estimez-vous qu'une personne est très en retard ? Les réponses oscillent entre 10 minutes et une heure. Quand peut-on

dire qu'un couple est ensemble depuis longtemps? La fourchette va de 5 à 50 ans. Un long échange téléphonique avec sa mère? La plage s'étend de 20 minutes à 2 heures. Ce petit exercice enfonce le clou: même dans un cercle réduit de professionnels du médico-social, nous sommes tous différents.

La réflexion se poursuit avec des cas concrets. « Une jeune fille que vous accompagnez vient vous dire: j'en ai marre, je voudrais arrêter la pilule que je prends tous les matins pour ne pas tomber enceinte. » Différentes réponses sont étudiées de l'infantilisante, « pour toi c'est le mieux, car tu as déjà des médicaments à prendre », à la bienveillante, « ne t'inquiète pas, il y a plein de moyens de contraception, tu trouveras sûrement celle qui te convient », en passant par l'esquive, « parles-en à ton tuteur ».

Sur le même modèle, un homme de 50 ans n'ayant « jamais été avec une femme » demande à l'éducateur de l'aider à aller voir une prostituée. Les deux AS sont

vers vous, elle vous autorise à poser des questions. L'intrusion est dans l'intention. Si vous restez bienveillant, vous avez même le droit à la maladresse, ça se ratrape. » La dernière question concerne un adolescent qui s'interroge sur son attirance pour les garçons et pour les filles, « est-ce que c'est normal? ».

La formation se poursuit avec un jeu de rôle. Une jeune fille de 17 ans interpelle son éducateur parce qu'elle veut un bébé. Assez à l'aise, Thomas l'aide à élaborer sa parole. Peu à peu, la gamine révèle que sa mère est totalement contre. Il lui demande alors, « veux-tu que je t'aide à lui en parler? ». Une éducatrice intervient et propose des questions plus pratiques: où est-ce que tu vas vivre, seras-tu avec le papa, comment allez-vous vous en sortir matériellement? Corinne Guibaud voit une autre piste: décaler le propos du désir d'enfant pour éclaircir son approche de la famille.

Le jeu de rôle se poursuit, mais cette fois les scénarios sont tirés du vécu de l'équipe. Un garçon qui se rend au domicile de son éducateur pour lui faire une déclaration d'amour. Une jeune fille sous l'emprise de son amoureux qui se montre visiblement parfois violent. Une autre qui demande si c'est vrai que quand on a ses règles, on ne peut pas tomber enceinte. « Attention, prévient Chloé, avec ce genre de situation, on risque d'être envahi par la question et de passer à côté de la rencontre. »

À l'issue des trois jours de formation, une professeure de l'IRTS demande à Mathéa de faire un retour par écrit pour les autres élèves. « J'ai l'impression que ce thème reste tabou, constate l'étudiante, alors que nous y sommes confrontés en permanence. Maintenant je suis plus à l'aise, je sais ce que je peux faire, sans que l'institution puisse me le reprocher. » Thomas, lui, en sort avec plus de questions que de réponses mais « au niveau de l'écoute, je pense que je vais être plus attentif, plus sensible, donc entendre des choses à côté desquelles je serais passé auparavant. »

Pour Sabine Dumas, éducatrice spécialisée depuis 2015, le sujet reste sensible. « C'est du domaine de l'intime, c'est délicat, tant qu'on reste sur la contraception ça va, pour le reste ça peut être gênant. Et puis on a tant d'autres sujets à aborder; la violence entre eux, la maltraitance des parents. » Au contraire, pour Thierry Gandour, éducateur de l'internat de l'IME, ce thème est récurrent. « Ça les titille énormément le désir, l'émotion, le rapport à l'autre. On est loin de la pratique. De toute façon, les relations sexuelles sont interdites dans l'établissement. Cela nous met dans une situation délicate, on leur dit que c'est possible mais pas ici. Ça fait partie des règles de la vie collective. Cette formation me conforte dans ma pratique, je ne peux pas apporter de réponse à tout, mais je peux discuter de tout. Un éducateur ne doit avoir aucun sujet tabou! »

My. L

« Parfois sous prétexte de respect de l'intimité, on élude toute discussion relative à la sexualité. »

alors en désaccord, l'une tient à discuter du choix d'une relation sexuelle tarifée. En revanche, pour la chef de service, Corinne Guibaud, « ça le regarde et je n'ai pas à le questionner. Sous prétexte de handicap, on a tendance à aller trop loin dans l'intimité. » La formatrice, Chloé Lemoult en profite pour relancer la discussion sur ce thème: « Attention, parfois sous prétexte de respect de l'intimité, on élude toute discussion relative à la sexualité. À partir du moment où une personne vient

NUMÉRO SPÉCIAL #2

Forum

À commander sur
www.lien-social.com

LS N° 1197 = N° SPÉCIAL #2



ENTRETIEN **Loïs Crépy**

Président d'Handi mov',
association de défense des droits
des personnes handicapées.
Intervenant lors des séminaires
de formation « Genre, sexualité
et travail social » de l'Afertes à Arras.



« Partir de notre vécu de nos envies »

Quelle position adoptent les institutions en matière de sexualité des personnes en situation de handicap ?

Le sujet reste généralement tabou, malgré les chartes stipulant le droit à l'intimité et à une vie sexuelle. Les premières personnes qui ont pris en considération notre humanité sont les religieuses, ça marque encore les institutions. Notre corps a toujours été perçu comme fragile, et nous, comme des personnes vulnérables. En plus, il y a énormément de parents dans les conseils d'administration. Ils veulent que leurs enfants soient protégés, et ont du mal à concevoir qu'ils puissent avoir une sexualité. L'ensemble de la prise en charge se base sur l'idée de protection, au détriment de l'émancipation et de l'épanouissement.

Au cours de votre vie en maison d'accueil spécialisée entre 19 et 28 ans, comment avez-vous fait entendre votre désir de vie sexuelle ?

J'ai cherché à démocratiser le sujet, notamment au travers de débats autour du film *Nationale 7*. Ça a permis à l'équipe de s'interroger sur l'accès à l'acte sexuel. Puis, j'ai suggéré à un éducateur d'offrir à un résident un sex toy pour son anniversaire, sachant que la toilette pouvait lui provoquer des éjaculations. Vu qu'il était très dépendant, il a fallu ensuite réfléchir à l'utilisation du masturbateur. Ça a donné lieu à de bonnes prises de tête avec l'équipe éducative. Une éducatrice a fini par accepter de l'aider. L'aidant ne fait pas l'amour avec la personne, elle apporte un soutien technique. Ce premier élan de solidarité a amené l'équipe à se relayer, tout le monde s'accordant à dire que ce n'était pas si dérangeant. Cet exemple fait partie des solutions, ce n'est pas une discussion théorique autour de notre sexualité, mais une réponse concrète.

Passée la gêne, cette équipe a fait preuve d'ouverture. Est-ce que ça se généralise ?

Dans ma dernière institution, j'ai à nouveau essayé d'organiser un débat. La proposition a déclenché des groupes de discussion, mais où les handicapés étaient peu et mal représentés. Je n'ai pas été sollicité, même si j'avais déjà de l'expérience. Les professionnels oublient trop souvent une chose essentielle, partir de notre vécu, de nos envies, de notre point de vue. Le personnel soignant reste sur une idée de prise en charge et de contrôle. Si les personnes handicapées prenaient directement part à ce qui se met en place dans l'institution, l'équipe professionnelle perdrait une partie de sa légitimité.

Comment ça se passe si un couple se forme au sein d'une institution ?

J'ai été témoin d'histoires entre des copains et des aidantes. Ces relations ont volé en éclats parce que ces couples n'ont pas eu le courage d'affronter le regard des autres. Une relation entre aidant et handicapé pose un problème éthique, c'est légalement interdit. Mais la loi et la déontologie ne peuvent pas régir les sentiments, l'absence d'intimité est bien plus efficace. En institution, on sait tout sur vous, jusqu'à la couleur de votre culotte. Pour qu'une histoire puisse exister, il faut qu'une des personnes quitte l'institution. La rareté des relations en établissement s'explique également pour des raisons pratiques. On a encore du mal à imaginer que des handicapés puissent vivre pleinement leur sexualité, donc il n'y pas de chambre pour les couples ou a minima.

Vous vivez en appartement depuis sept ans, quelles solutions avez-vous pour vivre votre sexualité ?

Je suis ce qu'on appelle un client. Je fais appel aux services de travailleuses du sexe. Je ne vois jamais la même parce qu'elles ont toutes des façons différentes de procéder, c'est une découverte à chaque fois. Maintenant que cette pratique est hors la loi, je suis prêt à en assumer le risque. Mais il ne faut pas réduire la sexualité des personnes handicapées à des relations avec des prostitués, ce n'est qu'un moyen d'accéder au plaisir. Nous sommes capables de séduire et de plaire.

Pensez-vous que la formation des travailleurs sociaux sur ce sujet va faire évoluer les institutions ?

Lors du séminaire « genre et sexualité » nous essayons d'amener des pistes de réflexion au travers de notre vécu pour que ces futurs éducateurs soient moteur de solutions concrètes, et non pas seulement de théorie.

Entretien réalisé par My.L.



Affiche du film
Nationale 7, réalisé
par Jean-Pierre
Sinapi, 2000.